



Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC
DE SERVICES**

Prestations d'entretien des espaces
verts du Crous de l'académie de
Versailles

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**









Consultation n°

2025004

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU MARCHÉ	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ	3
4.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	5
5.	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
6.	PRIX	5
7.	CONDITIONS DE PAIEMENT	7
8.	CONDITIONS D'EXÉCUTION	8
9.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
10.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
12.	PÉNALITÉS	13
13.	AUTRES STIPULATIONS	14

ÉLÉMENTS CLÉS DU MARCHÉ

 Objet du marché	Prestations d'entretien des espaces verts du Crous de l'académie de Versailles
 Acheteur	Crous de Versailles
 Type de marché	Accord-cadre de services à prix forfaitaires et unitaires
 Structure	7 lots
 Lieu d'exécution	Site de Saclay ■ Site d'Evry ■ Site des Hauts de Bièvre ■ Site de Cergy ■ Site de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines ■ Site de Nanterre ■ Site de Marly-le-Roi
 Durée	48 mois (soit une période initiale ferme de 12 mois + 3 reconductions tacites de 12 mois)
 Variation des prix	Révisables (formule)
 Nature des prix	Prix forfaitaires et prix unitaires

1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
Marché	: Le marché est un marché public passé en Appel d'Offres ouvert (en application de l'Article R2124-2 1° du Code de la Commande publique). Il fait référence au Cahier des Clauses administratives générales applicable aux Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le marché agit en tant que Pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché pour le compte duquel celui-ci est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le marché est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au marché qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du marché soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU MARCHÉ

■ Objet de la prestation

Le marché porte sur les prestations suivantes : **Prestations d'entretien des espaces verts des sites du Crous de l'académie de Versailles répartis sur les départements du 78, 91, 92 et 95.**

■ Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché public, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

■ Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont **l'ensemble des sites de Saclay, d'Evry, des Hauts de Bièvre, de Cergy, de Versailles/St-Quentin-en-Yvelines, de Nanterre et de Marly-le-Roi**.

■ Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte du Pouvoir adjudicateur, le Crous de l'académie de Versailles, représenté par Monsieur Emmanuel Parisi, Directeur général,

Adresse : 145 bis, boulevard de la Reine
78000 Versailles

Coordonnées :

Téléphone : 01 39 24 52 00

Courriel : achat@crous-versailles.fr

Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>

Profil acheteur : (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

■ Décomposition de la prestation

Les prestations sont décomposées en **7 (sept) lots** comme suit.

Lot	Objet
n° 1	Prestations d'entretien des espaces du site de Saclay
n° 2	Prestations d'entretien des espaces verts des sites d'Evry
n° 3	Prestations d'entretien des espaces verts du site des Hauts de Bièvre
n° 4	Prestations d'entretien des espaces verts du site de Cergy
n° 5	Prestations d'entretien des espaces verts des sites de Versailles/Saint-Quentin-en-Yvelines
n° 6	Prestations d'entretien des espaces verts du site de Nanterre
n° 7	Prestations d'entretien des espaces verts du site de Marly-le-Roi

■ **Forme du marché**

Ce marché public est à prix mixte. Les prestations de ce marché sont de deux types :

- A prix forfaitaire pour les prestations récurrentes ;
- A prix unitaires pour les prestations ponctuelles.

Il prend l'appellation de « marché » dans l'ensemble des documents de la consultation.

Il est ainsi passé en partie sous forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum pour les prestations à la demande et est soumis aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 et suivants, et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande publique, la partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum.

Lot	Montant maximum de la partie à bons de commande
n° 1	300 000 (trois cent mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 2	100 000 (cent mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 3	100 000 (cent mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 4	70 000 (soixante-dix mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 5	50 000 (cinquante mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 6	50 000 (cinquante mille) € HT sur toute la durée du marché
n° 7	200 000 (deux cent mille) € HT sur toute la durée du marché

■ **Nature de la prestation**

Le présent marché est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2 et des articles R. 2161-2 et suivants du Code de la Commande publique. Il entre dans la catégorie des marchés de services.

■ **Procédure de passation**

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert, passé en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande publique.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

- ❖ l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes (notamment les annexes financières) ;
- ❖ le Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- ❖ le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- ❖ le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fourniture courante et Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Bien que matériellement non joint au marché, il est réputé parfaitement connu des parties ;
- ❖ l'offre technique du titulaire ;
- ❖ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent CCAP, sont réputées connues de chacune des parties.

Les exemplaires originaux des pièces du marché et des bons de commande conservés dans les archives du Pouvoir adjudicateur font seuls foi.

5. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du marché

La durée du marché est fixée à 12 (douze) mois à compter du 1^{er} mai 2025 ou de la date de notification si celle-ci est ultérieure.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 (trois) fois par période de 12 (douze) mois.

La décision de non-reconduction du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception 2 (deux) mois avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

La durée totale du marché public ne peut excéder 48 (quarante-huit) mois.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du Code de la Commande publique.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, au-delà-si nécessaire.

■ Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de notification du bon de commande correspondant. La date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement de la prestation.

6. PRIX

■ Nature des prix

Les prix du marché sont conclus à prix mixtes :

- à prix forfaitaires pour les prestations récurrentes,
- à prix unitaires pour les prestations ponctuelles.

Pour les prestations récurrentes, chaque Directeur d'Unité de Gestion (DUG) concerné ou son représentant communiquera, à l'attention du titulaire, **un numéro unique d'engagement juridique valable pour toute la durée du marché (reconductions comprises) et le code service exécutant** pour cette prestation forfaitaire incluant, entre autres, les mentions suivantes :

- Noms et adresses des lieux d'intervention
- Date de visite
- Prix forfaitaire annuel en € HT
- Prix forfaitaire annuel en € TTC

Dans le cadre d'une exécution inférieure à un an, les montants forfaitaires seront déterminés en fonction du nombre de prestations réalisées et admises.

Les prestations ponctuelles s'exécutent par l'émission de bons de commande valant ordre de démarrage des prestations. Ces bons de commande sont établis sur la base du bordereau des prix unitaires.

■ Contenu des prix

Les prix du marché comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels d'assurance et autres ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des Impôts.

■ Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (M0).

L'index utilisé est : EV4 – Index divers de la construction – Travaux d'entretien d'espaces verts – Base 2010 (base INSEE). Identifiant 001711017

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,20 + (0,80 \times S / So)]$$

- P(n) = prix révisé HT
- P(o) = prix HT initial réputé établi sur la base des conditions économique du Mois zéro (M0)
- So = valeur de l'indice à la date de notification du marché ou indice antérieur de 12 mois.
- S = valeur de l'indice parue à la date de demande de révision du marché

■ Modalité de transmission des demandes de révisions et périodicité de révision des prix

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul notamment la valeur des indices, le coefficient de révision accompagné des calculs ayant permis sa détermination, les mois de références, le taux et le montant de la revalorisation.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 (trois) décimales au millième supérieur.

A cette demande de révision, le titulaire adresse une nouvelle DPGF et un nouveau BPU du lot concerné, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Le titulaire adresse la révision des prix au Pouvoir adjudicateur 2 (deux) mois avant la date anniversaire du présent marché. Le Pouvoir adjudicateur dispose de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence du Crous de Versailles vaut acceptation.

A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante jusqu'à la date de la prochaine révision.

Le catalogue fournisseur de pièces détachées est également transmis, à chaque mise à jour, au Service de la Commande publique du Pouvoir adjudicateur qui communiquera l'information auprès de ses sites.

La transmission doit être assurée au moins 2 (deux) mois avant la mise en application de ce nouveau tarif. La transmission au Service de la Commande publique doit indiquer la date effective d'application du nouveau tarif.

A défaut de transmission effective au Service de la Commande publique pour approbation, le dernier catalogue des tarifs publics transmis est applicable.

Le titulaire fait parvenir sa demande par mail à l'adresse suivante : achat@crous-versailles.fr

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

■ **Clause butoir**

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 4 % (quatre pour cent) du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

■ **Clause de sauvegarde**

En tout état de cause, si l'évolution des prix est supérieure à 4 % (quatre pour cent) par rapport au prix initial de l'offre, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

7. CONDITIONS DE PAIEMENT

■ **Avance**

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du marché, de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 (deux) mois. Le taux de cette avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance passe à 10 % si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la Commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65 % et 80 % d'avancement des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions indiquées ci-dessous :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET) ;
3. **Le code du service exécutant** (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
4. La référence du marché ;
5. **Le numéro du bon de commande ou numéro d'engagement juridique** ;
6. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement (cf. liste jointe en annexe) ;
7. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations ;
8. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des prestations réalisées ;
9. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
10. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée sur la **plateforme ChorusPro**.

■ Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

En lien avec la périodicité de la facturation, il faudrait aussi préciser qu'il y aura application d'un prorata pour la première facture (si début des prestations le 01/05 et facturation trimestrielle : 1ère facture le 31/06 pour la période du 01/05 au 30/06, puis facturation le 30/09, le 31/12, le 31/03 + mois d'avril).

■ Régime des paiements

Les prestations du marché sont réglées par paiement partiel définitif.

■ Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 (trente) jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

8. CONDITIONS D'EXÉCUTION

■ Obligation de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations, conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de performance prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les interventions dans les règles de l'art.

D'une manière générale, il s'efforcera, lors de ses interventions, d'éviter ou de limiter autant que possible de perturber le fonctionnement des sites concernés.

Le titulaire a une obligation de résultat. Il met en oeuvre tous les moyens nécessaires afin d'atteindre cet objectif.

Il a aussi le devoir, dans son domaine de compétence, d'informer sans délai le responsable du site de tout désordre constaté mettant en cause la sécurité.

■ **Permanence et continuité des prestations**

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

Il ne peut faire exécuter une prestation par un ou plusieurs sous-traitants que sous réserve de l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

À défaut d'y avoir été autorisé, il pourra être fait application des dispositions prévues en matière de résiliation.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire du marché reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du Pouvoir adjudicateur. En cas de défaillance du titulaire, l'administration peut assurer le service, aux frais et risques dudit titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

■ **Connaissance des lieux**

Le titulaire est réputé avoir une entière connaissance des lieux. Il a effectué la visite du site avant de remettre une offre, a consulté tous les documents fournis par le Pouvoir adjudicateur et a posé toutes les questions nécessaires. Il ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission pour ne pas assurer les prestations du présent marché ou réclamer une rémunération supplémentaire.

■ **Agents du titulaire**

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9. RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ Conditions de réalisation des prestations

Le détail des prestations à exécuter figure dans le CCTP et ses annexes jointes.

■ Gestion différenciée

Le Crous de Versailles souhaite privilégier une gestion différenciée des surfaces herbeuses, en fonction de la nature des espaces, de leur vocation et de leur fréquentation.

10. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

■ Compte rendu d'intervention

A l'issue de chacune de ses interventions, le titulaire doit faire signer et laisser sur le site un compte rendu d'intervention attestant l'exécution des prestations. Ce compte rendu, dont la forme et la présentation sont laissées à l'initiative du titulaire, doit porter au minimum les informations suivantes :

- date et heure d'arrivée sur site ;
- nom du site
- identification du chef d'équipe ;
- description sommaire des prestations réalisées ;
- remarques éventuelles (dégradation accidentelle, acte de vandalisme, réseau colmaté, dépérissement de végétaux, difficulté particulière d'exécution, etc.) ;

Une transmission mensuelle d'une copie de ces bons, ou d'un tableau récapitulatif, devra être effectuée par mail au directeur du site. La transmission régulière de ces documents conditionnera le règlement des factures.

■ Visites de contrôle

Deux types de visites de contrôle sont organisées à l'initiative du directeur de site. Le prestataire ou les référents désignés à l'acte d'engagement sont tenus d'y participer.

Sur convocation par mail, deux visites de contrôle annuelles avec le titulaire ou son représentant auront lieu afin de faire une mise au point des prestations exécutées et celles à venir.

Des visites informelles régulières de contrôle auront lieu avec les agents ayant pour objet le contrôle et la réalisation des prestations.

■ Vérification et admission des prestations

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les vérifications pourront être réalisées de manière inopinée, sans que le titulaire n'en soit avisé.

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au Pouvoir adjudicateur pour procéder à l'ensemble des opérations de vérification (simples et complexes) et notifier sa décision au titulaire est de 2 semaines à compter de l'achèvement de l'exécution des prestations. Le délai court à compter de la date de d'information de la réalisation des prestations, par le titulaire, au Pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 2 (deux) semaines à dater de l'achèvement de l'exécution des prestations.

Le Pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider :

a) Soit d'ajourner les prestations. Dans ce cas, le titulaire est invité à présenter à nouveau au Pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai fixé par le Pouvoir adjudicateur.

b) Soit de rejeter les prestations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans le délai imposé par le Pouvoir adjudicateur. Le titulaire dispose d'un délai de 2 semaines à compter de la décision de rejet pour représenter des prestations conformes aux spécifications techniques du marché, en vue d'une nouvelle vérification.

A défaut de nouvelle réalisation en tous points conforme, le Pouvoir adjudicateur procède au rejet de cette deuxième présentation.

c) Soit d'accepter les prestations en l'état avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Pour l'exécution du marché public le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure :

En application de l'article 13 du RGPD, les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, compétences, expériences) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s) par le responsable de traitement opérationnel du Crous de l'académie de Versailles.

Identité du responsable de traitement et de son représentant :

Crous de l'académie de Versailles
145 bis boulevard de la Reine – BP 563
78005 Versailles cedex
représenté par son Directeur général

Coordonnées du délégué à la protection des données : dpo@crous-versailles.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6 du RGPD.

Finalité du ou des traitements :

Suivi de la présente procédure de passation, attribution des lots du marché ainsi que permettre au Crous de Versailles d'assurer ses obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires :

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'acheteur et au maître d'œuvre, en charge de la passation puis de l'exécution du présent marché.

Durée de conservation :

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché ainsi que durant la DUA applicable aux marchés publics.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement de celles-ci, ou une limitation du traitement, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué via l'adresse suivante : dpo@crous-versailles.fr

■ Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- 1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du Travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du Travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales) ;
- 2) Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du marché, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 (six) mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - le certificat social URSSAF ;
 - une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics) ;

- 4) **Lors de l'attribution et avant la notification du marché, puis tous les 6 (six) mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :**
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 (six) mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance) ;

■ **Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du marché sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

12. PENALITÉS

■ **Généralités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le Pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du Cahier des Clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de Services (CCAG-FCS).

■ Pénalités de retard

En cas de retard par rapport aux délais d'intervention fixés dans les bons de commande ou par rapport aux fréquences de réalisation des prestations fixées au calendrier, des pénalités seront appliquées, à hauteur de 50 € (cinquante euros) par jour ouvré de retard.

■ Autres pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Lorsque la(les) date(s) programmée(s) du planning annuel pour un site n'est(ne sont) pas respectée(s), sans que le titulaire ait prévenu le représentant du Pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures avant la date prévue,	le titulaire encourt une pénalité équivalente à 100 euros HT par jour de retard à compter de la date convenue d'intervention.
En cas de non-respect des prescriptions du CCAP, du CCTP ou des engagements pris dans l'offre du candidat (prestations non réalisées ou partiellement réalisées, entretien et soin d'une qualité inférieure aux attentes des services, application incorrecte des règles de sécurité ou des consignes liées au personnel...), le responsable du site enverra un courrier ou un mail de rappel au titulaire.	En l'absence d'effet au terme du délai fixé dans cet écrit, des pénalités seront appliquées, d'un montant de 100 € par point non respecté. En cas de réitération, les pénalités seront doublées à partir de la seconde fois.
En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L8221-5 du Code du Travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise,	le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5

13. AUTRES STIPULATIONS

■ Résiliation pour faute

L'acheteur peut résilier le marché aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 32.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Certificat de bonne exécution

Si le marché a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du marché à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles
Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>
Référé précontractuel, Référé contractuel, Recours de pleine juridiction

Dérogations au Cahier des Clauses administratives générales applicables aux Fournitures Courantes et Services :

Pour tout ce qui n'y est pas dérogé dans le présent CCAP, le CCAG-FCS en vigueur est applicable.